

Économie politique et révolution française

Manuela Albertone et Paul Cheney



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2001>

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Manuela Albertone et Paul Cheney, « Économie politique et révolution française », *La Révolution française* [En ligne], 14 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2018, consulté le 20 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2001>

Ce document a été généré automatiquement le 20 juin 2018.

© La Révolution française

Économie politique et révolution française

Manuela Albertone et Paul Cheney

1 Le titre *Économie politique et révolution française* donné à l'ensemble des articles qu'on va présenter renvoie à deux notions qu'on peut fatiguer à rapprocher au premier abord, en évoquant, l'une, la théorie, l'autre, la pratique. On considère communément que la période révolutionnaire n'a pas apporté des acquisitions significatives au niveau de la science de l'économie, même si aussi bien des économistes que des historiens ont contribué à l'avancement de la recherche sur la culture économique des révolutionnaires¹.

2 Au-delà du lien entre économie et révolution, nous partageons l'idée que ce recueil d'articles peut représenter un défi qui nous amène à reconsidérer les notions mêmes d'économie politique et de Révolution française. Deux idées clé ont dirigé notre travail : l'attention aux implications politiques de la réflexion économique et une notion élargie de Révolution française au niveau aussi bien géographique que chronologique. Géographiquement, les articles compris dans ce numéro s'étendent dans l'espace atlantique des empires français et britannique, témoignage du regain d'importance aussi bien de la dimension impériale dans l'historiographie actuelle de la Révolution française que de la Révolution même dans l'espace atlantique par des nouvelles interprétations, au-delà des oppositions idéologiques de l'historiographie du



siècle dernier² ; un autre choix d'articles aurait facilement pu, compte tenu du « global turn » qui se manifeste dans l'historiographie de la Révolution française, montrer les impacts des flux économiques et enjeux géopolitiques venant des océans Pacifique et Indien³. Chronologiquement, les choix des éditeurs partent d'une conviction partagée que le véritable commencement de l'ère des révolutions, dont celle de la France s'est montrée la plus lourde de conséquences, était la Guerre de Sept Ans⁴.

- 3 Dès le milieu du dix-huitième siècle, la science de l'économie s'imposa comme un nouveau langage politique, capable d'alimenter une pluralité de projets de réforme qui ébranlèrent enfin les fondements de la société traditionnelle de l'Ancien Régime, au-delà même des intentions des auteurs qui les élaborèrent⁵. Si la réflexion sur l'économie, des physiocrates à Adam Smith, définit son statut de science par le biais d'un langage spécifique et d'un corpus de principes, elle garda quand même une forte dimension morale qui agit sur son rôle actif. Le lien intime entre l'économie politique du dix-huitième siècle et la jurisprudence naturelle des dix-septième et dix-huitième siècles nous aide à expliquer, en partie au moins, l'explosivité politique des réclamations économiques parmi les populations métropolitaines et coloniales dont il est question dans plusieurs articles de ce numéro⁶.
- 4 Les discussions tout au long du dix-huitième siècle sur la liberté de commerce, sur l'émulation entre les nations, sur la réorganisation et la redéfinition des empires commerciaux, sur la prise de conscience des droits politiques liée à l'accès élargi aux biens de consommation, sur les fondements économiques de la notion de république accélèrent l'écroulement final de l'Ancien Régime. Le processus de globalisation de l'économie et ses effets au niveau social et politique créèrent les conditions d'un bouleversement qui rendit les politiques de réformes modérées insuffisantes. La prise en compte des événements révolutionnaires dans un contexte également global est donc une évidence et une nécessité.
- 5 Notre collaboration, qui est le fruit d'approches et de compétences différentes autour de la question du rapport entre économie et révolution, nous a poussés à aborder le lien entre la révolution commerciale du dix-huitième siècle et la Révolution française de la double perspective des idées économiques et des pratiques et des stratégies d'action. Les contributions ici réunies, chacune ambitionnant à donner une contribution aux chantiers de la recherche les plus actuels, placent l'économie politique et la Révolution française dans un contexte atlantique, qui dépasse l'Europe et qui va de l'Italie à l'Amérique, touchant le rapport entre centre et périphérie, à l'époque où la *New Atlantic History* peut s'enrichir d'une notion élargie de Révolution française.
- 6 Les travaux des dernières décennies sur l'économie politique, résultat des recherches aussi bien d'économistes que d'historiens, et marqués par une dimension interdisciplinaire, ont souligné les implications politiques du discours économique⁷. Parmi les historiens du dix-huitième siècle et de l'ère des révolutions, ceux qui s'intéressent à l'économie politique avaient montré avec une clarté particulièrement saisissante la dialectique complexe entre les états de l'ancien régime, la critique externe des philosophes vers ces derniers, et, finalement, la volonté de réforme venant de l'intérieur de ces mêmes états. L'économie politique fournit une perspective privilégiée pour apprécier le vrai fonctionnement de la sphère publique⁸. Par rapport à la réflexion britannique, l'économie politique française, des physiocrates à Jean-Baptiste Say, se caractérisa par une approche sociale plus marquée qui, loin d'être entièrement centrée sur le processus de formation de la richesse, plaçait le moment de la distribution au cœur

de l'analyse économique. Dans le contexte d'une société d'ordres, les économistes français, et les physiocrates en première ligne, visaient à influencer directement les choix de la monarchie française et ils mirent en place des stratégies, et notamment une rhétorique, qui réclamaient une rigueur supérieure pour leur méthode scientifique, en vue de traduire leurs principes en action de politique économique.

- 7 On a donc envisagé l'économie politique et la Révolution française dans un contexte international en relation avec les phénomènes sociaux, la mutation des institutions, et la reformulation des ambitions et stratégies économiques face aux nouvelles réalités politiques et idéologiques. L'insuffisance des réformes accéléra l'écroulement de l'Ancien Régime, ce qui fait de l'essor de la Révolution un tournant, une perspective qui permet d'éviter d'envisager uniquement des continuités, tout au long du siècle, qui en sous-estiment la portée.
- 8 Le rôle joué par l'économie politique peut permettre de saisir ces persistances, doublées avec l'irruption de nouveaux enjeux, à condition de considérer la réflexion des auteurs économiques du dix-huitième siècle comme un ensemble d'idées qui, loin d'être fixes et immuables, répondaient aux contextes desquels ils jaillirent. Le dialogue et la distance entre le marquis de Mirabeau et son fils, parmi les protagonistes des premières phases de la révolution, les continuités et les ruptures entre pratiques économiques, représentation politique, religion et identité nationale à Haïti et dans l'île de Grenade, le parcours intellectuel complexe de Dupont de Nemours, à qui une longue vie permit d'être témoin et acteur en France et aux États-Unis des sociétés sorties deux révolutions démocratiques de la fin du siècle, la portée politique des discussions économiques au cours du *Triennio* révolutionnaire italien, la valeur républicaine et pédagogique enfin de l'économie politique de Jean-Baptiste Say en sont des témoignages multiples, tous marqués par la dimension politique de la science de l'économie, exaltée par la révolution, et dont le récit commence bien avant 1789 et va bien au-delà du tournant du nouveau siècle.

NOTES

1. Les éditeurs d'un ouvrage collectif incontournable sur l'économie politique pendant la Révolution française se sont efforcés de relativiser la même idée reçue. Voir G. FACCARELLO et P. STEINER, « Prélude : une génération perdue? », dans *La Pensée économique pendant la Révolution française: actes du colloque international de Vizille, 6-8 septembre 1989*, G. Faccarello, P. Steiner (éd.), Grenoble, 1990.

2. Voir *Rethinking the Atlantic World. Europe and America in the Age of Democratic Revolutions* M. ALBERTONE, A. DE FRANCESCO (dir.), London, Palgrave Macmillan, 2009.

3. Un foisonnement d'ouvrages collectifs et essais historiographiques en témoigne. Voir entre autres, P. CHENEY, A. FORREST, L. HUNT et al., « La Révolution française à l'heure du global turn », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 374 (décembre 2013) ; L. HUNT, « The French Revolution in Global Context », dans *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, D. Armitage, Subrahmanyam, Sanjay (dir.), London, 2010 ; A. I. FORREST et M. MIDDEL, *The Routledge companion to the French Revolution in World History*, New York, 2016.

4. Pour un argumentaire sur l'après-Guerre de Sept Ans dans les empires ibériques, pertinent d'ailleurs à bien d'autres cas impériaux, voir J. ADELMAN, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton, 2006.
5. Un tournant dans les études sur les liens entre économie et politique a été représenté par les travaux de Donald Winch. Voir D. WINCH, *Adam Smith's politics : an essay in historiographic revision*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978; Id., *Riches and poverty : an intellectual history of political economy in Britain, 1750-1834* Cambridge, Cambridge University Press, 1996. Voir aussi R. WHATMORE, *Republicanism and the French Revolution: An Intellectual History of Jean-Baptiste Say's Political Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
6. Sur la jurisprudence naturelle et l'économie politique, voir par exemple C. LARRÈRE, *L'invention de l'économie au XVII^e siècle: du droit naturel à la physiocratie*, Paris, 1992 ; I. HONT et M. IGNATIEFF, *Wealth and Virtue: The Shaping of Political Economy in the Scottish Enlightenment*, Cambridge, 1983 ; I. HONT, *Jealousy of Trade: International Competition and the Nation-State in Historical Perspective*, Cambridge, Mass, 2005.
7. Voir, R. WHATMORE, *Against War and Empire: Geneva, Britain and France in the Eighteenth Century*, New Haven, Yale University Press, 2012; M. ALBERTONE, *National Identity and the Agrarian Republic. The Transatlantic Commerce of Ideas between America and France (1750-1830)*, Farham, Ashgate, 2014.
8. Sur ce point, voir par exemple P. CHENEY, *Revolutionary Commerce: Globalization and the French Monarchy*, Cambridge, Mass, 2010 ; R.J. IVE S, « Political Publicity and Political Economy in Eighteenth-Century France », *French History*, vol. 17, n° 1 (2003).

RÉSUMÉS

Le titre *Économie politique et révolution française* donné à l'ensemble des articles qu'on va présenter renvoie à deux notions qu'on peut fatiguer à rapprocher au premier abord, en évoquant, l'une, la théorie, l'autre, la pratique. On considère communément que la période révolutionnaire n'a pas apporté des acquisitions significatives au niveau de la science de l'économie, même si aussi bien des économistes que des historiens ont contribué à l'avancement de la recherche sur la culture économique des révolutionnaires.

Au-delà du lien entre économie et révolution, nous partageons l'idée que ce recueil d'articles peut représenter un défi qui nous amène à reconsidérer les notions mêmes d'économie politique et de Révolution française. Deux idées clé ont dirigé notre travail : l'attention aux implications politiques de la réflexion économique et une notion élargie de Révolution française au niveau aussi bien géographique que chronologique.